

Arrêté temporaire n°2026-0046
Portant réglementation du stationnement

Rue Gustave Delory

Le Maire de Wattrelos,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment l'article R. 417-10

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU l'arrêté du 25 février 2021 portant délégation de fonction et de signature du Maire au Quatrième Adjoint chargé de la Sécurité, le Stationnement, la Route, les Cimetières et les Gens du Voyage

VU la demande en date du 20/01/2026 émise par Iléo - S.A. Société des Eaux aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement

CONSIDÉRANT qu'un événement d'information sur l'eau potable rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers, les 30/03/2025 et 10/04/2026 Rue Gustave Delory

ARRÊTE

Article 1

Le 30/03/2026 et le 10/04/2026, le stationnement des véhicules est interdit de 08 h 00 à 18 h 00 Rue Gustave Delory du n°113 à la rue Denis Pollet ainsi que sur le Parking à proximité du pignon du n°113 et de l'école de musique. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les Services Techniques.

Fait à Wattrelos, le 20 janvier 2026

Pour le Maire,
Monsieur l'Adjoint délégué

Henri GADAUT



DIFFUSION:

- Iléo - S.A. Société des Eaux
- M. le Directeur Général des Services
- M. le Directeur d'ESTERRA
- KEOLIS
- Police Nationale Roubaix

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.